

Finances publiques

Vanves (Hauts-de-Seine)

Conférence de presse syndicale contre la fermeture de la trésorerie

Le 14 novembre, les sections syndicales CGT, Solidaires et CFDT Finances publiques des Hauts-de-Seine tenaient une conférence de presse contre la fermeture de la trésorerie municipale de Vanves, prévue pour le 1^{er} janvier prochain.

Les représentants syndicaux ont expliqué : la trésorerie s'occupe de la tenue de la comptabilité de la commune de Vanves, du centre communal d'action sociale, ainsi que de la maison de retraite.

Elle accueille les usagers pour le paiement des frais de crèches, cantines, études, l'attribution d'aides du centre d'action sociale ou du département, la délivrance de formulaires ou d'informations.

Des locataires du parc HLM départemental (758 logements) viennent également régler leurs loyers.

La fermeture doit se faire par fusion avec la trésorerie d'Issy-les-Moulineaux sur le site de cette dernière, distant de près de deux kilomètres.

Les usagers, souvent des personnes âgées ou en difficulté, se voient donc imposer des déplacements supplémentaires et la perte du contact avec leur interlocuteur habituel, celui qui connaît leur dossier.

De même, la relation privilégiée avec les services de la mairie risque de se trouver affaiblie, compte tenu du brassage des équipes et de la nouvelle organisation sur le site fusionné.

Une journaliste pose la question :
« Pourquoi tout cela ? »

Un représentant de Solidaires : « Pour une économie d'échelle. Un endroit au lieu de deux, et comme à chaque fois, on supprime des emplois : dans le cas présent, un cadre supérieur et un emploi de catégorie B. Depuis 2002, ce sont plus de 27 000 emplois qui ont été supprimés dans les services qui composent la direction générale des finances publiques et, cette année, 2 062. »

Un représentant de la CGT : « Cette fermeture est une conséquence de la politique d'austérité. Toutes les organisations syndicales ont voté contre au comité technique local. Au plan national, le ministre et le directeur général ont décidé quatre-vingts fermetures de trésoreries en zone urbaine ou en zone rurale. Cette décision intervient aussi dans le contexte de la préparation de l'acte III de la décentralisation : l'accent est mis sur le niveau intercommunal et régional. Il risque d'y avoir beaucoup moins de trésoreries de proximité. »

Une question : « Espérez-vous empêcher cette fermeture ? »

Le représentant de Solidaires : « Nous essayons de freiner cette volonté délirante de vouloir restreindre systématiquement l'offre de service public. Je ne pense pas que la société française va longtemps accepter. »

Le représentant de la CGT : « Nos sections se sont adressées aux conseillers municipaux et ont demandé audience au maire. Pour l'instant, pas de réponse de ce dernier. Avec cette conférence de presse, nous entendons aussi alerter la population. » ■